

**Poste de
Chef-fe de projet "Living Lab"
Living Lab Manager
– CDD de 30 mois
Bilingue Français - Anglais**

A pourvoir en janvier 2023



Contexte du poste

→ Le projet GRANULAR

Le projet GRANULAR – Giving Rural Actors Novel data and re-Useable tools to Lead public Action in Rural areas – a pour vocation d’acquérir de nouvelles connaissances pour caractériser la diversité rurale à travers une approche interdisciplinaire et multi-acteur-rices.

En s’appuyant sur de nouvelles méthodes de collecte de données et le développement d’indicateurs en les zones rurales, le projet a pour finalité d’informer les décideur-ses politiques et les actrices et acteurs ruraux pour la conception de politiques rurales adaptées.

Financé par l’Union Européenne (programme Horizon Europe) et d’une durée de 4 ans, il est coordonné par l’Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM Montpellier) et rassemble 23 partenaires européens.

Parmi ces partenaires, le Pays Pyrénées Méditerranée portera un « **living-lab** » qui interviendra parmi le réseau de laboratoires multi-acteur-rices.

Il sera en charge de **réaliser un inventaire des données qui caractérisent le territoire, ainsi que d’évaluer quels indicateurs seraient pertinents pour appuyer l’élaboration de politiques rurales locales**. Il aura pour objet l’expérimentation sur le terrain des outils et indicateurs élaborés par les différents instituts de recherche à l’échelle européenne.

Les outils et indicateurs identifiés seront discutés lors d’ateliers et de groupes de réflexion, impliquant une représentativité des acteur-rices du territoire afin d’identifier des recommandations concrètes pour le développement de politiques locales basées sur les besoins locaux et adaptées aux caractéristiques des zones rurales.

A titre d’exemple, ces indicateurs pourront être issus du Big Data comme de démarches de sciences participatives. L’utilisation de ces données pourra servir à évaluer la mise en œuvre de programmes européens tels que LEADER sur la transition écologique.

L’ensemble de ces tâches de collecte, d’animation, d’analyse, de suivi des activités et de communication requiert la présence d’un-e chargé-e de mission au sein du Pays Pyrénées Méditerranée pendant 30 mois.

→ Le Pays Pyrénées Méditerranée

Situé au sud des Pyrénées-Orientales, le long de la vallée du Tech, le **Pays Pyrénées Méditerranée** constitue un territoire à dominante rurale, entre mer et montagne, transfrontalier, avec près de 108 000 habitant-es. Il recouvre 4 communautés de communes : Albères Côte Vermeille Illibéris, les Aspres, le Haut Vallespir et le Vallespir ; soit 58 communes (80% d'entre elles étant classées rurales au sens de l'Insee).

Créé en 2001 sous forme d'association, le Pays Pyrénées Méditerranée a pour ambition de jouer un rôle de facilitateur et d'accélérateur de la transition écologique et solidaire. Il assure une mise en réseau des actrices et acteurs, tout en favorisant l'innovation.

Il est doté d'une équipe technique et de différentes instances de gouvernance (Bureau, Conseil de développement, commissions thématiques...).

Au service des coopérations, le Pays Pyrénées Méditerranée est en charge de la gestion de fonds européens et intervient dans différents domaines (culture, tourisme, forêt, agriculture / alimentation durable, environnement, revitalisation des cœurs de village...) en appui des collectivités territoriales en lien avec les services de l'Etat, le Département et la Région.

Il déploie en partenariat des programmes structurants : Charte Forestière de Territoire (CFT), Projet Alimentaire Territorial (PAT), Schéma de développement culturel, Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)...et a signé le 2 novembre 2021 son Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) qui comporte son projet de territoire pour les années à venir. Le Pays Pyrénées Méditerranée établit actuellement différentes candidatures le positionnant pour les années à venir comme acteur de référence auprès de la Région (Contrat Territorial Occitanie, OS 5 du FEDER, programme LEADER 2023-2027).

Plus d'information sur : <https://www.payspyreneesmediterranee.org>

Description des missions

Le poste du/de la chargé-e de mission sera basé au siège du Pays Pyrénées Méditerranée à Céret (66).

Il-elle devra assurer les responsabilités suivantes :

1. Réaliser un **état des lieux/diagnostic** des politiques publiques de développement rural effectives sur le territoire ou en construction ainsi que les données existantes pertinentes
2. Gérer **l'animation du living-lab** : coordonner l'organisation et l'animation d'événements (ateliers, groupes de travail) afin d'encadrer la collecte de données ainsi que la validation et le test des outils et indicateurs développés par le projet.

Il-elle participera aux premières rencontres qui se tiendront les 2 et 3 février 2023 à Montpellier.

En collaboration étroite avec l'équipe de coordination scientifique et technique du projet GRANULAR assurée par le CIHEAM Montpellier, le-la chargé-e de mission sera également en charge de :

- Participer à la préparation, la consolidation et la soumission des rapports (plan d'action annuel, processus de collecte de données, retours sur les outils et les données)
- Participer aux événements du projet (ateliers de lancement, comités de pilotage et groupes de travail)
- Assurer la communication du projet au niveau local (réseau, événements)

Le-la chargé-e de mission travaillera en transversalité avec l'équipe du Pays Pyrénées Méditerranée. Il viendra enrichir les travaux de la structure qu'il prendra en compte.

Profil du·de la candidat·e

Formation et expérience :

Formation de niveau bac+5 et/ou une expérience dans les domaines suivants, vous permettant d'être force de proposition :

- Animation de réseaux d'acteur·rices
- Développement rural.

Une connaissance des enjeux liés aux politiques publiques de développement rural serait un plus.

Compétences et aptitudes professionnelles

- Bonne maîtrise de l'anglais, à l'oral et à l'écrit
- Méthodologie de diagnostic / évaluation
- Capacité d'animation - savoir interagir avec différents types d'acteur·ices (société civile, secteur privé, représentant·es des institutions publiques, agriculteur·rices etc.)
- Bonnes qualités relationnelles et de communication
- Aptitude avérée au travail en équipe et en réseau (afin de collaborer avec des équipes internationales à distance)
- Flexibilité, adaptabilité
- Créativité, force de propositions, autonomie
- Sens de l'organisation et des délais

Conditions du poste

- Convention collective ECLAT
- 35 heures hebdomadaires et réunions ponctuellement le soir. Participation à des manifestations le week-end (très exceptionnel)
- Lieu d'exercice de la mission : Céret et périmètre du Pays Pyrénées Méditerranée. Des déplacements en France (Montpellier) et en Europe sont à prévoir.
- Déplacements réguliers (Permis B et véhicule personnel indispensable, frais de mission pris en charge, recours aux transports en commun en particulier pour d'éventuels déplacements régionaux ou nationaux ponctuels)
- Nom et adresse de la collectivité : Pays Pyrénées Méditerranée, France Services, 6 boulevard Simon Batlle, 66 400 Céret
- Grille salariale :
 - Rémunération 2100 – 2800 euros bruts par mois à négocier en fonction de l'expérience
 - Prime du 13^{ème} mois
- Mutuelle d'entreprise prise en charge à 50 % sur la base des garanties obligatoires

Modalités de candidature

- CV et lettre de motivation adressée à la Présidente du Pays Pyrénées Méditerranée : NomPrénomCV / NomPrénomLM
- Transmission par e-mail à : contact@payspyreneesmediterranee.org
- Date limite de candidature : 13/11/2022
- Auditions envisagées dans la deuxième quinzaine de novembre
- Date de début possible de la mission : fin 2022 – début 2023
- Contact pour toute information : Caroline BATAILLON, Directrice, 04.68.87.43.24

Les informations recueillies nous permettront de traiter votre demande de candidature et seront conservées pendant une durée maximale de 2 ans. A l'issue de cette période, ces informations seront supprimées (sauf accord formel de votre part pour une conservation plus longue). Chaque candidat·e dispose d'un droit d'accès, d'opposition, de rectification et d'effacement sur les données le·la concernant. Chaque candidat·e dispose également du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.